Paris 22 mai 1969

Madame, Monsieur,

Parce que vous êtes, à juste titre, préoccupé de l'avenir national et désireux d'un changement complet de politique, parce que vous êtes, en particulier, convaincu que le problème de l'éducation est l'un des premiers de notre pays, je m'adresse à vous en tant que candidat du Parti Communiste Français à la Présidence de la République.

A notre époque, la France ne participera pleinement à l'effort humain pour le progrès que dans la mesure où elle parviendra à établir une démocratie nouvelle et forte. Cette démocratie devra lutter résolument contre l'emprise économique et politique de ces puissances d'argent dont le régime gaulliste est l'expression.

Elle devra développer le pouvoir de décision des citoyens en tout domaine. Elle devra doter notre peuple d'un système scolaire et universitaire, d'un ensemble de moyens d'éducation permanente accordés aux possibilités et aux exigences contemporaines des sciences, des techniques, des lettres et des arts, de la civilisation.

Dans leur masse, les « non » du 27 avril ont exprimé cette volonté de renouveau. Notre Parti, qui a soutenu, depuis 1958, une lutte constante contre le pouvoir gaulliste, a apporté une contribution déterminante à ce succès.

Pour prolonger la victoire du « non » en créant les conditions favorables à des transformations profondes, il fallait évidemment que les partis politiques de gauche et les grandes organisations syndicales placent au-au-dessus de toute autre considération la nécessité d'élaborer un programme commun novateur et de proposer ensemble, sur cette base, un candidat unique : ce qui aurait permis de rassembler une majorité dans le pays.

Malgré tous nos efforts tenaces, le Parti Socialiste a pris la responsabilité de diviser les forces démocratiques en refusant l'élaboration d'un programme commun et en désignant unilatéralement son propre candidat, Gaston Defferre.

Six années de gouvernement Pompidou ont été marquées par les atteintes les plus dures aux conditions de vie, la construction de la force de frappe nucléaire, la politique de MM. Fouchet et Peyrefitte, la mise en oeuvre de la loi Debré en faveur de l'enseignement privé. La démagogie actuelle de l'ancien premier ministre ne peut masquer aux enseignants sa volonté de poursuivre dans le même sens. Candidat du grand capital financier dont il a été pendant longtemps le grand commis avant d'en être le premier ministre, Pompidou poursuivrait la politique favorable aux grandes sociétés capitalistes, notamment par la remise en cause systématique des avantages matériels et des réformes scolaires et universitaires conquises par la lutte.

Quant à M. Poher, auquel Gaston Defferre, associé à Mendès-France, promet d'apporter l'appoint des voix de gauche qu'il influence, son passé de politicien du parti « chrétien-démocrate », le M.R.P. clérical, qui a décidé ou soutenu toutes les mesures prises, depuis 1948, contre l'enseignement public et la laïcité; les parrains idéologiques dont il se prévaut, tels Robert Schumann et Konrad Adenauer; les conditions de sa candidature, qui manifestent la volonté de la haute bourgeoisie de se réserver une solution de rechange pour pouvoir poursuivre une politique fondée sur ses seuls intérêts; l'identité de son programme avec celui du candidat gaulliste; son intention affichée de gouverner avec les députés U.D.R. et giscardiens sans dissoudre l'Assemblée Nationale issue du scrutin de juin 1968; les forces et les hommes qui le soutiennent : tous ces faits connus démontrent que sa politique ne favoriserait ni les revendications ni les réformes, ni la laïcité de l'école et de l'Etat.

.../...

La candidature de Defferre, soutenue par Mendès-France, décidée unilatéralement par le Congrès du Parti Socialiste qui refusa d'élaborer avec nous, comme nous le proposions, un programme commun, est une candidature de division. La politique qu'elle exprime est celle de la « troisième force » qui fit tant de mal à la France, par ses gouvernements successifs pendant dix ans : la politique sociale rétrograde, l'asservissement aux Etats-Unis, les lois Marie-Barangé. C'est elle qui fit le lit du gaullisme.

Dans le même temps, des candidatures de diversion ont pour objectif d'affaiblir les forces de gauche. C'est ainsi que le trotskyste Krivine dirige ses coups contre le Parti Communiste et les forces ouvrières et démocratiques.

L'essentiel est donc, dans cette conjoncture, d'agir pour préparer l'union des forces ouvrières et démocratiques, seule garantie d'un changement de politique. Cette union est possible parce que la société française se compose de plus en plus d'une masse de travailleurs salariés - ouvriers, employés, intellectuels, dont les intérêts s'opposent avec une acuité croissante à ceux du grand capital.

Du fait de la politique unitaire constante du Parti Communiste Français et dans la situation créée par les décisions du Parti Socialiste, la candidature du Parti Communiste Français était nécessaire. En me faisant l'honneur de me désigner comme son candidat, le Comité Central du Parti Communiste Français m'a fait le candidat d'union des démocrates. Bien au-delà des électeurs communistes, ma candidature réunira les suffrages de tous ceux qui veulent opposer aux diverses variantes politiciennes présentées par le grand capital une union solide des forces ouvrières et démocratiques, fondée sur un programme commun de démocratie économique, politique, sociale, culturelle, ouvrant la voie au socialisme pour notre pays. Aucun autre candidat ne présente une proposition de programme cohérent, novateur et réaliste.

C'est de cette union que viendront les énergies qui mettront fin à la soumission de l'école aux intérêts du grand patronat et à la politique antilaïque. C'est elle qui permettra d'élaborer et de réaliser en commun une réforme démocratique, moderne et laïque de toute l'éducation nationale, de la maternelle aux universités, comportant une refonte des structures, des contenus et des méthodes, la mise en oeuvre de moyens importants, la revalorisation de la fonction enseignante sur la base d'une formation universitaire approfondie pour tous les maîtres et de la promotion.

« Il est facile - disait le vieux poëte - de descendre à l'abîme, mais rebrousser chemin, remonter au grand jour, voilà ce qui exige effort et peine ... » - Une première étape est franchie. Les millions de voix que recueillera, le 1er juin, le candidat d'union que je suis, exerceront une influence importante sur le développement du mouvement démocratique en France. C'est dans cet esprit que je vous invite à soutenir ma candidature.

Veuillez agréer, Madame, Monsieur, l'assurance de mon dévouement.

Jacques DUCLOS